

ÉDUCATION

Le CLA dénonce la politique de rémunération

Les fonctionnaires du secteur de l'éducation sont marginalisés, moins lotis en termes de rémunération, par rapport aux fonctionnaires d'autres secteurs.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), l'étude comparative des salaires et régimes indemnitaires de divers secteurs de la Fonction publique démontre clairement que les fonctionnaires de l'Education pâtissent d'une

politique de rémunération tant «illégal» qu'«inégal» par rapport aux fonctionnaires d'autres secteurs (la direction de la trésorerie et comptabilité, la justice, la direction générale des finances).

Illégale, selon le CLA, dans la mesure où «le taux des primes et indemnités

varie de 47,30% jusqu'à 149,94%». Ce qui est «en contradiction avec la loi qui stipule que ce taux ne doit pas excéder 60% de la rémunération principale».

Mais aussi inégale car, le CLA s'appuyant notamment sur le cas des fonctionnaires de la catégorie 13, la rémunération de base dans l'éducation est «largement inférieure» comparativement aux autres fonctionnaires. Ainsi, l'on note que la différence «varie de 6 103,50 DA à 14 205 DA au début de carrière et de 3 768,45 DA à 14 212,20 DA en fin de carrière». Concernant le taux de l'indemnité, le CLA relève que s'il évolue de 47,3 à 95,3% pour l'enseignant, la variation est plus importante pour les autres fonctionnaires. Soit un taux qui évolue de 70, 71% à 109,79% pour le secteur de l'IGF, de 93,84% à 132,86% pour le secteur de la trésorerie et comptabilité, et de 101,91% à 149,94% pour le secteur de la justice. Cette marginalisation



Photo : Samir Sid

s'explique-t-elle par l'échec du ministre et des partenaires sociaux lors des

négociations salariales ou par une volonté de marginaliser le secteur de l'édu-

cation ? Le CLA reste perplexe.

C. B.

Solidarité avec les contractuels

Le Conseil des lycées d'Algérie exprime sa solidarité avec le Comité national pour l'intégration des contractuels et l'emploi précaire (Cnicip) qui appelle à un rassemblement devant le ministère du Travail le samedi 4 juin 2011 à 11 h.

Par ailleurs, le CLA compte engager une riposte commune avec l'ensemble des syndicats de la Fonction publique pour dénoncer l'exclusion des syndicats autonomes dans les négociations tripartites qui approchent.

C. B.

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE

Les «incohérences» dénoncées

A l'approche des examens de fin d'année, le CLA dénonce «le recours de la tutelle aux seuils dans les programmes pédagogiques», «la convocation des enseignants pour la surveillance aux examens de fin d'année en dehors de leurs circonscriptions» ainsi que l'«opacité dans l'élabora-

tion des listes de correcteurs à l'examen du baccalauréat». Ce qui démontre, selon le CLA, que «le problème réside dans la surcharge des programmes» et qu'«une réforme de la réforme s'impose en concertation avec les acteurs spécialisés».

C. B.

AUGMENTATIONS SALARIALES

Le satisfecit du syndicat des généralistes

Le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP) a tenu, hier, à Alger, son conseil national. A l'ordre du jour : entériner les acquis concernant les dernières augmentations salariales et mettre à jour le reste de la plate-forme des revendications.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les membres du Syndicat national des médecins généralistes ne cessent de rappeler leur satisfaction des dernières augmentations salariales dont ils ont bénéficié. «Un grand acquis», estime la corporation. Celle-ci bénéficie d'augmentations allant de 70 à 85 % avec effet rétroactif à compter de janvier 2008. Le SNMGSP a tenu,

hier, son conseil national en présence des délégués des 48 wilayas.

Le but de cette réunion est, selon le Dr Laouar, président du syndicat, d'«entériner définitivement les résultats obtenus». Le combat ne se limite pas aux augmentations salariales puisque le syndicat compte rebondir très vite sur le reste de sa plate-forme de revendications. «Nous sommes ici pour

exprimer notre satisfaction et reformuler nos autres revendications en suspens», a indiqué le représentant des médecins généralistes. Il s'agit, entre autres, de la concrétisation des modalités de passage de grade de médecin principal à celui de médecin en chef, soit du 2^e au 3^e grade, et de médecin généraliste à médecin principal du 1^{er} au 2^e grade.

A ce sujet, le président du syndicat a souligné que le ministre de la Santé a déjà donné instruction pour l'installation d'une commission mixte qui se penchera sur la question. Le SNMGSP réclame également une

formation médicale continue devant être prise en charge par la tutelle, l'accélération de la promulgation du statut des établissements ainsi que la régularisation de la situation des 600 médecins ayant des certificats d'études spécialisées.

Ces certificats, souligne le Dr Laouar, ne sont ni reconnus ni valorisés.

Ce syndicaliste rassure, encore une fois, que les augmentations salariales sont conformes à ce qu'avait annoncé la tutelle. Elles seront versées à partir du mois de juillet prochain.

S. A.

GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Les systèmes de transfert devraient servir l'agriculture

Les grands complexes et systèmes de transferts d'eau lancés ou en projet devraient servir à l'irrigation et au développement de l'agriculture, notamment dans les Hauts-Plateaux.

Quant aux stations de dessalement de l'eau de mer, elles devraient couvrir les besoins en eau potable dans les zones urbaines. C'est ce que l'ancien ministre des Ressources en eau, Abdelmadjid Attar, a notamment appelé et recommandé, hier à l'hôtel

Hilton, lors de la seconde édition du Forum d'Alger, organisée par le cabinet de consulting Emergy et le quotidien *Liberté*, et consacrée à la problématique de «l'eau, l'agriculture, l'homme : la question de l'autosuffisance alimentaire dans un monde en changement».

La terre pourra-t-elle nourrir ses enfants demain ? L'Algérie pourra-t-elle nourrir ses enfants demain ? Et ce, selon l'ancien ministre, dans la mesure où le développement du pays réside dans l'agriculture et que la gestion rationnelle des ressources

hydrauliques s'impose, et d'autant que l'Algérie reste un pays à stress hydrique même si elle dispose de potentialités agricoles.

Une problématique également traitée par des représentants de groupes agroalimentaires privés Amor Benamor et Agro-Consulting International qui ont développé leur expertise dans le domaine de l'amélioration des rendements et de la qualité des produits agricoles ainsi que l'utilisation optimale des techniques d'irrigation.

C. B.

FAMILLES DES MARINS DU VRAQUIER BLIDA

Sit-in mercredi prochain devant le siège de la Cnan

Ils étaient nombreux à se rassembler jeudi dernier devant le siège de la société IBC, filiale de la Cnan, pour protester contre «la léthargie des autorités, cinq mois après l'attaque du navire *Blida* par des pirates somaliens», expliquent les familles des 17 marins algériens retenus à bord du vraquier depuis le 1^{er} janvier dernier. Elles ont décidé d'organiser un autre sit-in mercredi prochain devant la direction générale de la Cnan.

Après avoir patienté pendant plusieurs mois, les familles des marins algériens comptent passer à l'action et se mobiliser pour faire libérer au plus vite les otages pour lesquels elles craignent le pire. Jeudi dernier, pancartes à la main, elles ont observé un sit-in devant l'entreprise IBC à Hydra.

Selon les membres des familles présentes ce jeudi à Hydra, les derniers appels téléphoniques avec les marins ont révélé que ces derniers vivaient une situation difficile, du fait du stress mais surtout des conditions de détention particulièrement dures.

Reçues encore une fois par M. Mansouri, directeur d'IBC, les familles des marins disent n'avoir pas eu d'informations sur une éventuelle libération des marins.

Elles ont, de ce fait, prévu un autre sit-in pour mercredi prochain, cette fois-ci devant le siège de la direction générale de la Cnan.

En désespoir de cause, les proches des marins du *Blida* ont décidé de multiplier les actions de protestation pour attirer l'attention des plus hautes autorités du pays, dont le président Bouteflika, à qui elles lancent d'ailleurs un appel.

A l'affût de la moindre information émanant du vraquier ou de l'affrètement jordanien, les familles disent être de plus en plus inquiètes pour les marins.

Elles revendiquent une intervention algérienne. Pour sa part, le directeur d'IBC a déclaré, dès la capture du navire au mois de janvier dernier, que l'affaire risquait de durer dans le temps du fait que plus de 270 navires étaient otages des pirates somaliens. Depuis, l'affrètement jordanien avait annoncé le début des négociations avec les pirates.

Le vraquier *Blida* a été attaqué au large du sultanat d'Oman, pas loin du port de Salalah, alors qu'il se dirigeait vers le port de Mombasa, au Kenya. Il avait à son bord 27 membres d'équipage, dont 17 Algériens.

Rappelons que les pirates somaliens retiennent en otages depuis plusieurs mois près d'une trentaine de navires et plus de 600 membres d'équipage.

F.-Zohra B.